

Déjeuner du 16 décembre 2014

Intervention de François Essig sur le thème « Ma France en 2025 »

Présentation :

François Essig, conseiller d'État honoraire, a été à la Datar de 1960 à 1978, a été directeur général de la Chambre de commerce de Paris et a exercé différentes fonctions de conseil dans le groupe Worms et chez Deloitte ; il vient parler de son livre Ma France en 2025 Journal d'espoir

Ce livre est un « coup de colère » vis-à-vis du monde politique :

- en 2012 les 2 candidats au second tour continuaient à « câliner » les électeurs et à ignorer les problèmes qui se posent réellement à la France
- dans les débuts de son mandat, le président s'est acharné à détruire tout ce qui avait été fait par son prédécesseur, même ce qui était positif (rappel : le rapport Gallois est un bon rapport)

FE imagine pour 2025 une France différente.

- qui aura retrouvé « le sens du compromis dans l'intérêt supérieur de la nation »
- où patronat et syndicats ont retrouvé le chemin du dialogue constructif et participatif
- où le code du travail aura perdu de son poids législatif pour retrouver l'importance des conventions de branches et d'entreprises
- où les collaborateurs ne sont plus des « salariés » (contrat d'emploi d'activité applicable au secteur public ou privé)
- où les représentants du personnel participent aux conseils d'administrations...
- La France aura récupéré des industries sur les technologies nouvelles, le nucléaire, les énergies durables, l'environnement, la santé...
- La bureaucratie sera remplacée par des ASPE (agences de service public de l'État) sous la surveillance des parties prenantes (tutelles, collectivités locales, usagers, divers...)
- Où la solidarité s'exercera toujours pour les maladies lourdes et graves ainsi que pour les plus pauvres
- Où il y aura moins de centralisation (Éducation nationale...)

⇒ Il s'agit bien d'une utopie !

Comment en arriver là ?

3 changements de logiciels

- moins d'État
- moins de lois, règlements et normes
- retrouver le sens du risque (« cacher pudiquement » le principe de précaution)

3 changements dans les modes de pensée de la société

- emploi : aujourd'hui les règles sur l'emploi sont favorables aux « insiders » et défavorables aux « outsiders » : il faut revoir ce déséquilibre
- on privilégie le pouvoir d'achat par rapport à l'emploi
- retrouver un meilleur équilibre entre l'investissement public (tout est trop beau et on ne calcule pas le coût du fonctionnement induit) et l'investissement privé.

Quid du mille-feuille administratif ?

Pour comprendre les collectivités, il faut repartir de l'histoire du pays ; le centralisme en France est ancien, il passe par Richelieu et par Napoléon...

L'émergence des régions date des années 1960 à partir d'une construction technocratique ; le pouvoir politique a été longtemps réticent sur les régions.

en 68 on est départementaliste et pas régionaliste

en 1982, la loi Defferre est le premier vrai acte politique sur les régions

depuis 1982 on a voulu pousser la région tout en gardant les départements et on a créé les intercommunalités en gardant les communes.

Aujourd'hui, peut-on supprimer un ou deux échelons ?

- on peut faire remonter à la région les compétences départementales sur les infrastructures et l'éducation (les collèges)
- mais l'échelon départemental est meilleur pour le médico-social et le social
- on peut faire remonter au niveau intercommunal les compétences des communes mais le maire doit rester dans son rôle de médiateur et de porteur des sensibilités locales...

3 niveaux de réforme souhaitables :

- supprimer la compétence généralisée source de doublonnage et de surcoûts
- n'avoir que 2 niveaux de perception de l'impôt (régional et intercommunal)
- élection 2 par 2 comme pour les conseillers territoriaux et les conseillers intercommunaux

3 questions

— Faut-il des grandes régions : FE n'y croit pas

- cela n'entraînera pas d'économies
- cela n'améliorera pas le pouvoir économique (cela marche dans les États qui ont une longue tradition « fédéraliste » comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie)

— Quelle est la place de la Métropole dans ce dispositif ?

La métropole a une indéniable force d'attraction et le pouvoir entraînant d'une grande métropole (sur la Finance, la Recherche de haut niveau...) est facilement vérifiable, même au niveau mondial.

La Métropole est une institution beaucoup plus puissante que la Région pour tirer l'économie d'ensemble.

=> d'où l'idée (si on veut de grandes régions) de 8 régions autour de 8 métropoles !

— Faut-il avoir un dispositif territorial identique sur l'ensemble du territoire ?

En fait, il faut une carte plus souple de la France, avec des variétés dans les territoires dans le cadre des régions

Faire des réformes en France ?

- sur le plan économique et social, c'est assez facile
- sur le plan sociétal, c'est très difficile,
- sur le plan territorial, c'est entre les 2

Questions du tour de table

Quelques questions sont posées :

— santé et social local ? comment ?

— quid des « Girondins » et des « Montagnards » ?

— l'expression « le mille-feuille » suppose une suppression de certaines feuilles intermédiaires (en conservant la feuille du haut — l'État — et la feuille du bas — la commune) ?

— un problème : la communauté de communes n'est pas une communauté humaine mais une communauté de moyens ; si le maire dans sa commune peut faire preuve de bon sens économique, une fois élu dans la « comcom » il se laisse aller à faire ce qu'il aurait refusé s'il avait été seul à réfléchir et décider !

— pour éviter le danger des dépenses supplémentaires, le mieux ne serait-il pas de ne pas donner de moyens supplémentaires mais d'assurer un vrai transfert ?

— la technocratie sauve le politique en servant de fusible : centraliser les infrastructures et décentraliser l'économie ?

— faut-il un nouveau Mai-68, pour obtenir des réformes ?

— pourquoi tout traiter par la loi et le règlement ?

S'adapter ou réformer : souvent la réforme est simplement une adaptation à environnement qui change ?

Est-ce qu'on décentralise ?

— depuis 1982 on n'a pas décentralisé

— on a transféré le système central à l'échelon local sans changer le système et sans véritable autonomie : seul le cadre et la dimension ont changé

La santé : traitée au niveau régional c'est possible, voir déjà le rôle positif des ARS.

L'État maîtrise la médecine hospitalière mais pas la médecine libérale.

La sécu doit pouvoir se conventionner avec la hiérarchie professionnelle médicale.

Le social et le médico social (handicap, vieillissement...) peuvent dépendre du département (les ARS — agences régionales de santé — sont déjà départementalisées)

Supprimer les échelons intermédiaires ou la feuille de base ? mutualiser les services

Quelle Méthode ? pour faire une réforme ?

Les conditions de la réforme ? nous sommes condamnés à une nouvelle rentabilité.

Il existe en France un pacte monarchique...

La France en 2025 aura-t-elle encore deux assemblées et un Conseil économique et social ?
Oui probablement, mais le nombre total de « délégués » devrait diminuer.

La corruption ? on ne peut, ou ne veut, se prononcer même si cela devient un sujet (constructions, syndicats mixtes... de déchets, d'assainissement, environnementaux...)

Faudra-t-il et y aura-t-il un homme providentiel pour faire les réformes ? aller vers le « sextennat non renouvelable ».

Une vraie conviction

- en 2025, Eurafrique contre USA-Chine !
- L'Europe, ce sera la monnaie, l'économie, l'énergie, les matières premières... ; les Nations garderont le reste (judiciaire...); en particulier les normes européennes sont à supprimer : ce sont elles qui génèrent le plus de rejet européen

Fonctionnaires territoriaux trop nombreux ? leur existence même est un frein à la réforme !

« Culture du consensus » ? c'est trouver le terrain minimum d'une philosophie commune. Nous sommes plutôt dans une « culture du désaccord » : « tu décides, j'accepte » (car tu es le plus fort aujourd'hui)

ASPE : une équipe de fonctionnaires dont le mandat est de 4 à 5 ans sur place. Avec un contrat d'activité qui s'applique à tout le monde !

En conclusion, les prémisses de ce livre — mais FE n'y pensait pas à l'époque — ont été portées par les années passées à la Datar de 1960 à 1975 dans lesquelles une petite équipe de moins de 100 personnes autour de Jérôme Monod s'est ouverte sur le monde pour dessiner la France...
